

Droite et gauche au coude à coude à un mois des élections législatives au Portugal

de Corinne Deloy

ANALYSE1 mois avant
le scrutin

Le 23 mars dernier, le Premier ministre portugais José Socrates (Parti socialiste, PS) démissionnait de ses fonctions à la suite du rejet par le Parlement de la 4e version du plan de sauvetage censé garantir la réduction du déficit budgétaire du pays qui représentait 9,3% du PIB en 2010. « Si les parlementaires votent contre le plan d'austérité, le gouvernement ne pourra pas se rendre au Conseil européen des 24 et 25 mars pour présenter des mesures afin de parachever la consolidation fiscale (...) et nous devons alors consulter le peuple pour avoir son avis » avait déclaré le chef du gouvernement lors d'un entretien télévisé. La 4e version du plan comprenait une quinzaine de mesures phares : réduction des déductions fiscales sur les crédits au logement, report de certains projets d'infrastructure, suppression (ou diminution) des avantages fiscaux, baisse des indemnités de licenciement, augmentation de la charge fiscale sur les pensions de retraites, hausse des impôts directs comme la taxe automobile, réduction des dépenses de santé et des aides sociales et augmentation de la pression fiscale sur les entreprises.

Ce plan de sauvetage a été rejeté par les forces d'opposition de droite (Parti social-démocrate, PSD, et Parti populaire, PP) et par celles opposées au libéralisme économique (Coalition Parti communiste-Verts, CDU et Bloc des gauches, BE). Conséquence de la démission du Premier ministre : le président de la République, Anibal Cavaco Silva, réélu à son poste le 23 janvier dernier, a convoqué le 31 mars des élections législatives anticipées (de 2 ans) pour le 5 juin.

Le Portugal, 3e pays de l'Union européenne à recourir à l'aide internationale

Le Portugal n'a pas connu de crise bancaire ou de crise immobilière comme l'Irlande. Le pays n'a pas non plus menti sur ses comptes publics ou caché ses déficits comme la Grèce. En revanche, sa croissance économique est faible et il traverse une crise politique avec la démission de son gouvernement le 23 mars.

L'agence de notation Moody's a dégradé la note portugaise le 11 avril, faisant passer celle-ci de A3 à Baa1 en raison de l'incertitude budgétaire qui entoure le pays. Standard and Poor's avait fait de même le 29 mars (de A- à BBB) tout comme l'agence Fitch qui a accordé la note BBB-, soit le dernier échelon avant d'entrer dans la catégorie spéculative, c'est-à-dire celle où le pays est considéré incapable de rembourser sa dette sans recourir à une aide extérieure. Selon Fitch, la révision à la hausse du déficit public portugais et

l'importance de la dette du pays remettent en cause l'objectif de réduire le déficit à 4,6% du PIB cette année.

Le président portugais, Anibal Cavaco Silva, s'est élevé contre cette dégradation de la note de son pays, estimant que « la situation portugaise ne justifiait pas un tel abaissement ».

Dans ce contexte, les taux d'intérêt que le Portugal doit payer pour emprunter sur les marchés financiers se sont envolés pour atteindre des taux record (les taux à 10 ans ont dépassé 8%) alors qu'après avoir levé 4,2 milliards € pour le mois d'avril, le pays doit encore trouver 4,9 milliards avant le 15 juin prochain. L'argent est alors devenu hors de prix pour le Portugal, pénalisé par les marchés.

Face à la pression des marchés financiers qui considèrent que Lisbonne n'a pas d'autre issue pour sortir de la crise que de recourir à l'aide internationale, le Premier ministre José Socrates a donc dû se résoudre à demander une aide financière à l'Union européenne et au Fonds monétaire inter-

national (FMI). Le 6 avril dernier, il a fait appel au Mécanisme européen de financement pour l'aider à se sortir de la tourmente financière : « Le gouvernement a décidé d'adresser une demande d'assistance financière à la Commission européenne ». « Le pays a été poussé de manière irresponsable vers une situation difficile sur les marchés financiers » a déploré Fernando Teixeira dos Santos (PS), ministre des Finances sortant, faisant allusion au rejet par le parlement du dernier programme d'austérité présenté par le gouvernement.

Le plan d'aide du Portugal a été finalisé le 6 mai dernier. D'une durée de 3 ans, il s'élève à 78 milliards € et est lié à l'adoption de mesures d'austérité. Le prochain gouvernement portugais devra ainsi assainir les finances publiques du Portugal et mettre en œuvre des réformes structurelles pour restaurer la compétitivité du pays et réduire la dette publique. L'Union européenne exige en effet de Lisbonne l'adoption d'un « programme d'ajustement », c'est-à-dire à la fois des mesures d'économies budgétaires et des réformes structurelles engageant les principaux partis politiques. Le déficit public devra être baissé à 5,9% du PIB cette année, 4,5% en 2012 pour atteindre 3% en 2013, soit la limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance.

Fernando Teixeira dos Santos a présenté les principales mesures du programme : réduction des pensions de retraites supérieures à 1 500 €, baisse de 500 millions € des dépenses de santé, de la rémunération des heures supplémentaires, de la durée (18 mois) et du montant des allocations chômage, hausse de la TVA sur certains produits, report du financement de grands projets d'infrastructure, flexibilisation du marché du travail, programme de privatisations, réduction des niches fiscales, hausse des prélèvements sur la propriété immobilière, assainissement et recapitalisation du secteur bancaire (une enveloppe pouvant aller jusqu'à 12 milliards € est mise à la disposition des banques). Le ministre des Finances sortant a annoncé que ce programme entraînerait une contraction de l'économie d'environ 2% en 2011 et 2012 et une hausse du chômage jusqu'à 13% d'ici 2013. « C'est un bon accord qui défend le Portugal » a déclaré le Premier ministre José Socrates le 3 mai

Le FMI et l'Union européenne ont exigé des garanties sur la mise en œuvre de ce programme, quelle que soit l'issue des élections du 5 juin. « Tout relâchement entraînerait l'arrêt immédiat de l'aide » a averti le ministre néerlandais des Finances, Jan Kees De Jager. Le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti populaire se sont engagés à respecter les objec-

tifs du programme économique. Le président du PSD, Pedro Passos Coelho, a déclaré qu'il « ne laisserait pas le pays arriver à une situation de banqueroute ». Opposés à l'intervention internationale, les partis antilibéraux – la Coalition Parti communiste-Verts (CDU) et le Bloc des gauches (BE) – ont refusé de participer aux négociations.

Un pays en grande difficulté

« Le prochain gouvernement devra faire face à une crise économique et financière sans précédent » a déclaré le président Cavaco Silva. La tâche du futur gouvernement sera en effet monumentale ; le choix des électeurs sera donc limité le 5 juin puisque quel que soit le vainqueur du scrutin législatif, celui-ci se verra obligé, au moins pour les 3 années à venir, de mettre en œuvre le programme d'austérité élaboré avec les organisations internationales.

Le chef de l'Etat a lancé fin avril un appel à la responsabilité des partis politiques. « Face aux défis qui l'attendent, le gouvernement issu des élections législatives du 5 juin prochain devra disposer d'un soutien majoritaire à l'Assemblée de la République » a-t-il déclaré lors des célébrations du 37e anniversaire de la révolution des œillets qui symbolise la chute de la dictature établie en 1932 par Salazar. « Je pense qu'une entente entre le Parti socialiste, le Parti social-démocrate et d'autres partis qui seraient intéressés est possible et souhaitable. Jamais un dialogue et la négociation n'ont été autant nécessaires » a souligné le Premier ministre José Socrates. L'économie portugaise repose principalement sur l'agriculture et le tourisme, le tissu industriel du pays est faible. Le Portugal dépend beaucoup de l'Espagne voisine, elle-même aux prises avec une forte crise socioéconomique. Le Portugal a un important problème de compétitivité. Il a perdu de nombreuses parts de marché en raison du recul des exportations (-16%) et de la hausse du coût salarial (rapport du coût horaire de la main d'œuvre à la productivité horaire de travail) qui a progressé dans le pays de 9% entre 1999 et 2007. Durant ces mêmes années, le coût salarial a chuté de 12% en Allemagne.

Les analystes économiques s'attendent à une contraction du PIB de 1,4% cette année. Le déficit public du pays a été revu à la hausse (9,1% au lieu de 8,6%) tout comme le poids de la dette (93% au lieu de 92,4%). Les institutions financières considèrent que le gouvernement portugais doit en priorité réformer le marché du travail et réduire le poids du secteur public.

La campagne électorale

Le chef du gouvernement sortant, José Socrates, a été réélu le 27 mars dernier à la tête du Parti socialiste avec 93,3% des suffrages. « Je lutterai pour la victoire du PS! » a-t-il déclaré, accusant le parti social-démocrate (PSD) d'avoir « jeté le Portugal dans les bras du FMI » en votant contre la nouvelle version du plan de sauvetage qu'il avait présenté. « Les Portugais sauront juger ce qui s'est passé. Cette crise politique a été un désastre, une inconscience, une irresponsabilité complète. Les Portugais savent que ceux qui sont capables d'une telle irresponsabilité pour satisfaire leurs intérêts partisans ne sont pas à la hauteur pour gouverner le pays. Cela va coûter très cher au Portugal et aux Portugais qui ne méritaient pas cela » a souligné le Premier ministre sortant lors du congrès du PS. Fernando Nobre, fondateur de l'ONG Assistance médicale internationale (AMI) et candidat indépendant à l'élection présidentielle du 23 janvier 2011 (14,1% des suffrages), a suscité la polémique en acceptant de conduire une liste du PSD le 5 juin. « En cas de victoire des sociaux-démocrates, Fernando Nobre deviendra président du parlement » a annoncé le leader du PSD, Pedro Passos Coelho.

Ce ralliement a été vivement critiqué par le PS, mais surtout par le Bloc des gauches que le fondateur de l'AMI avait soutenu lors des élections européennes du 7 juin 2009. Le candidat socialiste à l'élection présidentielle, Manuel Alegre, a en outre estimé que Fernando Nobre ne possédait pas l'expérience requise pour présider le Parlement. Evoquant la « situation dramatique » qui est actuellement celle du Portugal, ce dernier s'est justifié en affirmant que « le fait d'être indépendant ne nous exonère pas de la responsabilité de contribuer à l'avenir collectif ».

Le 9 avril dernier, 47 personnalités ont lancé dans l'hebdomadaire Expresso un appel à surmonter la crise et à restaurer la crédibilité extérieure du pays. Des artistes, comme le cinéaste Manuel de Oliveira, l'écrivain Antonio Lobo Antunes ou encore l'architecte Siza Vieira, d'anciens responsables politiques comme les anciens présidents de la République Ramalho Eanes (1976-1986), Mario Soares (1986-1996) et Jorge Sampaio (1996-2006), mais également des intellectuels, des chefs d'entreprises et des ecclésiastiques comme Manuel Clemente, évêque de Porto, ont signé ce texte.

« Les prochaines élections législatives exigent un climat de tranquillité et un niveau d'information objective sur la réalité nationale qui, en ce moment, ne sont pas assurés » affirme le texte qui appelle le président de la République, le gouver-

nement et les principaux partis à passer un accord « pour garantir l'exécution d'un plan d'action immédiat qui permette d'assurer la crédibilité extérieure et le fonctionnement normal de l'économie » et l'ensemble des responsables politiques à « assurer que le prochain gouvernement sera soutenu par une majorité sans équivoque, indispensable à la construction d'un consensus minimum (...) sur le processus de consolidation budgétaire et la trajectoire d'ajustement prévue dans la dernière version du programme de stabilité et de croissance ». Pour les signataires de l'Appel des 47, ces actions sont indispensables « pour que les Portugais puissent trouver une raison d'être aux sacrifices présents et envisager l'avenir avec espoir ».

L'Eglise catholique portugaise a appelé à un « consensus politique élargi » pour le scrutin législatif. « Même avec une majorité absolue, dans ces circonstances, un consensus élargi est important, fondamental » a déclaré le porte-parole de la Conférence épiscopale, Manuel Morujao.

Le système politique portugais

Le Parlement portugais est monocaméral. Son unique chambre, l'Assemblée de la République, compte 230 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel de liste au sein de 20 circonscriptions.

5 partis politiques sont actuellement représentés à l'Assemblée de la République:

- le Parti socialiste (PS) du Premier ministre José Socrates. Fondé en 1973, il possède 97 sièges ;
- le Parti social-démocrate (PSD), principal parti d'opposition créé en 1974 et dirigé depuis mars 2010 par Pedro Passos Coelho, compte 81 députés ;
- le Parti populaire (PP), ancien Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP), parti chrétien-démocrate membre de l'opposition et dirigé par Paulo Portas, possède 21 sièges ;
- le Bloc des gauches (BE), parti fondé en 1999 et dirigé par Francisco Louca qui séduit les électeurs jeunes et urbains, notamment ceux vivant dans les deux plus grandes villes du pays, Lisbonne et Porto, compte 16 députés ;
- le Parti communiste (PCP), créé en 1921 et emmené par Jeronimo de Sousa, possède 15 sièges.

Les Portugais élisent également leur président de la République au suffrage universel tous les 5 ans. Anibal Cavaco Silva (PSD) a été réélu avec 52,94% des suffrages le 23 janvier 2011 dès le 1er tour de scrutin, une « habitude » au Portugal. Il est le premier chef d'Etat libéral depuis la Révolution des

œillelets du 25 avril 1974.

Alors que le Parti social-démocrate (PSD) était donné gagnant par les enquêtes d'opinion depuis la démission du gouvernement, deux récents sondages créditent le Parti socialiste (PS) de José Socrates de la majorité des voix. Selon l'enquête réalisée fin avril par l'institut Marktest pour le journal *Diario Economico* et la radio TSF, le PS recueillerait 36,1% des suffrages alors que le PSD obtiendrait 35,3% des voix. La Coalition Parti communiste-Verts 8,1%, le Parti populaire 7,5% et le Bloc

des gauches 6%. « Cela montre que nous n'avons pas encore gagné les élections et que nous devons travailler davantage » a déclaré le leader du PSD Pedro Passos Coelho après la publication de cette enquête d'opinion. Pour la première fois depuis septembre 2010, les forces de l'opposition de droite recueillent moins de 50% des suffrages. Un autre sondage réalisé par l'institut Eurosondagem et publié au même moment que celui de Marktest crédite le PS de 36,3% des suffrages et le PSD de 32,7%.

Rappel des résultats des élections législatives du 27 septembre 2005 au Portugal

Participation : 59,68%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Parti socialiste (PS)	2 077 238	36,56	97
Parti socialiste-démocrate (PSD)	1 653 665	29,11	81
Parti populaire (PP)	592 778	10,43	21
Bloc des gauches (BE)	557 306	9,81	16
Coalition Parti communiste-Verts (CDU)	446 279	7,86	15
Autres	247 499	3,15	0

Source : Commission électorale portugaise
(<http://eleicoes.cne.pt/vector/index.cfm?dia=27&mes=09&ano=2009&eleicao=ar>)

Légère avance pour l'opposition de droite dans les sondages à une semaine des élections législatives au Portugal

J-7
7 jours avant
le scrutin

Les Portugais sont appelés aux urnes le 5 juin prochain pour renouveler les 230 membres de l'Assemblée de la République, chambre unique du parlement. Ces élections législatives anticipées sont consécutives à la démission du Premier ministre sortant José Socrates (Parti socialiste, PS) et de son gouvernement le 23 mars dernier à la suite du rejet au parlement (par les forces d'opposition de droite – Parti social-démocrate, PSD, et Parti populaire, PP – et celles opposées au libéralisme économique – Coalition Parti communiste-Verts, CDU et Bloc des gauches, BE –) du plan de sauvetage qu'il présentait, programme d'austérité censé garantir la réduction du déficit budgétaire du pays (qui représentait 9,3% du PIB en 2010) et éviter le recours de Lisbonne à l'aide internationale.

La croissance économique du Portugal est faible et le pays traverse une crise politique. Les agences de notation Moody's, Standard and Poor's et Fitch n'ont pas hésité récemment à dégrader la note qu'elles attribuent au pays. Lisbonne, qui doit trouver 4,9 milliards € avant le 15 juin prochain, a donc été contraint d'emprunter sur les marchés financiers à des taux d'intérêt très élevés (plus de 8% pour les taux à dix ans). En avril, le Premier ministre José Socrates s'est finalement résolu à demander une aide financière à l'Union européenne et au Fonds monétaire international (FMI). Le plan d'aide au Portugal, le troisième de la zone euro après ceux de la Grèce et de l'Irlande, a été finalisé le 6 mai dernier. D'une durée de trois ans, il s'élève à 78 milliards € et est lié à l'adoption de plusieurs mesures d'austérité. Le prochain gouvernement portugais devra ainsi assainir ses finances publiques et mettre en œuvre des réformes structurelles pour restaurer la compétitivité du pays et réduire sa dette publique. L'Union européenne exige en effet de Lisbonne l'adoption d'un « programme d'ajustement », qui prévoit d'une part, des mesures d'économies budgétaires et d'autre part, des réformes structurelles. Le programme est fondé sur trois piliers : consolidation budgétaire (le déficit doit être réduit à 5,9% du PIB à la fin de cette année ; 4,5% en 2012 et 3% l'année suivante) à travers une réforme de la santé, la flexibilisation du marché du travail (gel du salaire minimal à 485 €, réduction de la rémunération des heures supplémentaires, de la durée – 18 mois – et du montant des allocations chômage), un programme de privatisations (en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la poste) et l'assainissement du secteur financier (désendettement et recapitalisation des banques). Le plan prévoit également la baisse des pensions de retraites supérieures à 1 500 €, la réduction de 500 millions € des dépenses de santé, une hausse de la TVA sur certains produits et celle des prélèvements sur la propriété immobilière et enfin un accroissement des impôts sur les salaires et les pensions supérieurs à 1 500 €.

Les taux d'intérêt moyen demandé aux autorités portugaises s'élève à 5,1%. Ceux du FMI s'établissent à 3,25% durant les 3 premières années, puis à 4,25% ; celui de l'Union européenne avoisine les 5,5%, soit au-dessus de celui accordé à la Grèce. Le déficit public devra être réduit à 5,9% du PIB cette année, à 4,5%

en 2012 pour atteindre 3% l'année suivante, soit la limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance. Selon la Commission européenne, le Portugal sera en récession cette année (- 2,2%) comme la suivante (- 1,8%). L'endettement du pays devrait atteindre 101,7 milliards € en 2011. Le ministre des Finances sortant, Fernando Teixeira dos Santos (PS), a affirmé que le plan d'aide international devrait également faire grimper le chômage jusqu'à 13% de la population active. Le FMI et l'Union européenne ont exigé des garanties sur la mise en œuvre du plan de sauvetage, c'est-à-dire la promesse des partis politiques qu'elles respecteront et feront appliquer le programme. Le Parti socialiste au pouvoir, le Parti social-démocrate, dirigé par Pedro Passos Coelho, et le Parti populaire de Paulo Portas s'y sont engagés. Opposés à l'intervention internationale, les partis antilibéraux – la Coalition Parti communiste-Verts et le Bloc des gauches – ont refusé de participer aux négociations.

Le Portugal recevra prochainement une première tranche du prêt estimée à 18 milliards €. Un tiers de l'aide sera d'ailleurs versée au cours de l'année 2011. Les 2/3 de la somme proviendront de l'Union européenne et un tiers du Fonds monétaire international. Le 19 mai dernier, une manifestation organisée à l'appel du principal syndicat du pays, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), a rassemblé dans les rues de Lisbonne et de Porto, des dizaines de milliers de personnes protestant contre le plan de sauvetage et affirmant que celui-ci ne fera qu'aggraver la récession, le chômage et l'accroissement des inégalités. « Le plan d'aide va ajouter des problèmes aux problèmes déjà existants car il exige la mise en place de mesures d'austérité qui vont surtout fragiliser ceux qui ont déjà le moins de moyens, c'est-à-dire la majorité de la population » a déclaré le syndicaliste Helder Pires.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'université catholique pour le quotidien *Diário de notícias*, la chaîne de télévision RTP et la station de radio *Atenna 1*, le Parti social-démocrate et le Parti socialiste sont à égalité à une semaine des élections législatives du 5 juin prochain. Chacun des deux partis recueille 36% des suffrages. En revanche, le sondage réalisé par l'institut *Eurosondagem* pour l'hebdomadaire *Expresso* et la chaîne de télévision *SIC Notícias* place les sociaux-

démocrates en tête avec 33,1% des voix pour 32,6% aux socialistes. Enfin, une troisième enquête réalisée par l'institut Intercampus pour le journal Publico et la chaîne de télévision ITV crédite le PSD de 39,6% et le

PS de 33,2%.

A une semaine du scrutin, le suspense reste donc entier au Portugal.

L'opposition de droite remporte les élections législatives au Portugal

RESULTATS

Le Parti social-démocrate (PSD) a largement remporté des élections législatives qui se sont déroulées le 5 juin au Portugal. Dirigé par Pedro Passos Coelho, le PSD a recueilli 38,65% des suffrages et remporté 108 sièges (+ 27 par rapport au précédent scrutin du 27 septembre 2009). Le Parti socialiste (PS) du Premier ministre sortant José Socrates est arrivé en 2e position en obtenant 28,06% des voix (74 sièges, - 23).

Il a devancé le Parti populaire (PP), dirigé par Paulo Portas, qui a recueilli 11,70% des suffrages (24 sièges). La gauche opposée au libéralisme économique a enregistré un sévère revers : la Coalition Parti communiste-Verts (CDU) emmenée par Jeronimo de Sousa, a obtenu 7,91% des voix (16 sièges, + 1) et le Bloc des gauches (BE) de Francisco Louca, 5,19% des suffrages (8 sièges, - 8). La participation, traditionnellement faible au Portugal, s'est élevée à 58,07%, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin de septembre 2009 (- 1,36 point). Elle est la plus faible de toute l'histoire du pays.

« Le sentiment assez général est que les jeux sont faits » avait déclaré Luis Carvalho, professeur d'économie politique à l'Institut des sciences du travail à l'Université de Lisbonne (ISCTE), avant le scrutin législatif.

Le président de la Commission européenne et ancien Premier ministre portugais (2002-2004), José Manuel Barroso, avait appelé les Portugais à se rendre massivement aux urnes. « Vu la situation économique et financière du pays, je considère ces élections législatives comme les plus importantes depuis celles qui ont suivi le 25 avril 1975 (qui ont consacré le retour du pays à la démocratie après la dictature établie en 1932 par Salazar) ». Le président de la République Anibal Cavaco Silva avait appelé la veille du scrutin ses compatriotes à se mobiliser pour les élections législatives qu'il avait qualifiées de « particulièrement décisives », le Portugal étant selon ses propres mots « submergé par une profonde crise économique et sociale ». « Le gouvernement qui sera issu de cette élection portera la responsabilité d'honorer les engagements très exi-

geants pris pour le plan de sauvetage » avait ajouté le chef de l'Etat. « Au-delà de l'application d'un régime d'austérité drastique, le gouvernement devra garantir la justice sociale et lutter contre le chômage » avait-il conclu.

Face à la grave crise socioéconomique que traverse le pays, les Portugais ont donc choisi l'alternance. Avec ses alliés du Parti populaire, le PSD disposera de la majorité absolue à l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement. « C'est l'option la plus claire » a souligné Antonio Barroso, analyste au cabinet de géopolitique Eurasia. « Les deux partis sont clairement engagés en faveur de la mise en œuvre des conditions du plan de sauvetage et devraient facilement s'entendre sur un programme économique commun ». « La volonté de changement du peuple portugais est claire et sans ambiguïté » a indiqué Miguel Relvas, secrétaire général du PSD.

« Le Parti socialiste a perdu les élections législatives » a déclaré José Socrates qui a annoncé sa démis-

sion de la tête du PS. « Cette défaite électorale est la mienne et je veux l'assumer entièrement. J'estime que le moment est arrivé d'ouvrir un nouveau cycle politique à la tête du parti socialiste » a-t-il souligné. « Les forces de l'opposition ont porté l'obstruction à des niveaux intolérables. Il ne s'agissait pas seulement d'empêcher le gouvernement de travailler, il s'agissait d'empêcher le pays d'avancer » a ajouté, amer, le Premier ministre sortant.

Les socialistes, au pouvoir depuis les élections législatives du 20 février 2005, ont indéniablement payé la politique d'austérité qu'ils ont mise en place pour essayer – en vain – d'éviter au Portugal le recours à l'aide internationale. José Socrates a toujours affirmé que celui-ci aurait pu être évité si les forces de l'opposition n'avaient pas rejeté son plan d'austérité (le 4e en moins d'un an) qu'il a présenté au Parlement le 23 mars dernier. « Ils ont déclenché cette crise politique pour faire venir le FMI et appliquer plus facilement un programme ultralibéral » a-t-il déclaré, accusant le PSD de vouloir « détruire l'Etat social ».

Lourdement endetté, le Portugal est devenu le troisième pays européen, après la Grèce et l'Irlande, à devoir faire appel au FMI et au Mécanisme européen de financement pour l'aider à sortir de la tourmente financière. La récession devrait atteindre 4% du PIB dans les deux prochaines années, le taux de chômage s'élève à 12,6%, le déficit budgétaire représentait 9,3% du PIB en 2010 et la dette publique devrait s'établir à 101,7 milliards € en 2011 et 107,4% en 2012.

Le prochain gouvernement aura la lourde tâche d'appliquer le plan d'austérité drastique, finalisé le 6 mai dernier, imposé par le FMI et l'Union européenne en échange d'un prêt de 78 milliards €. D'une durée de 3 ans, ce plan sanctionne cependant moins une déroute financière que l'échec des politiques qui se sont succédé depuis près de deux décennies. « Les fonds structurels de Bruxelles, puis l'euro et l'emprunt facile nous ont grisés et dispensés de faire un effort de convergence avec les autres pays. Le Portugal a vécu au-dessus de ses moyens » affirme le politologue Manuel Cabral qui dénonce les dérives d'un Etat social clientéliste.

Le plan de sauvetage est lié à l'adoption de mesures d'austérité. Le prochain gouvernement portugais devra ainsi assainir les finances publiques du Portugal et mettre en œuvre des réformes structurelles

pour restaurer la compétitivité du pays et réduire la dette publique. L'Union européenne exige de Lisbonne l'adoption d'un « programme d'ajustement », c'est-à-dire à la fois des mesures d'économies budgétaires et des réformes structurelles. Le déficit public devra être réduit à 5,9% du PIB pour cette année, 4,5% en 2012 pour atteindre 3% l'année suivante, soit la limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance. Le Portugal recevra très prochainement une 1ère tranche du prêt estimée à 18 milliards €.

Le FMI et l'Union européenne ont exigé des garanties sur la mise en œuvre du plan de sauvetage. A l'exception des partis antilibéraux – la Coalition Parti communiste-Verts et le Bloc des gauches –, les 3 principaux partis politiques du pays se sont engagés à respecter et à faire appliquer le programme. « Il existe au Portugal un consensus politique sur l'accord FMI-Union européenne et la contestation sociale est très pacifique » souligne le professeur d'économie Luis Campos e Cunha. Pedros Passos Coelho a répété durant la campagne électorale qu'il irait « bien au-delà » des exigences posées par la troïka (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) en matière de privatisations et de réformes du marché du travail, des services publics et des politiques sociales. « Je ferai tout pour garantir à tous ceux qui nous regardent de l'extérieur que le Portugal ne sera pas un fardeau à la charge d'autres pays qui nous ont prêté ce dont nous avons besoin pour faire face à nos responsabilités et à nos engagements. Nous ferons tout notre possible pour honorer l'accord établi entre l'Etat portugais, l'Union européenne et le FMI pour reconquérir la confiance des marchés » a-t-il déclaré après l'annonce de sa victoire. Le PSD a promis d'alléger le poids de l'Etat dans l'économie et la société et d'élargir le champ des privatisations prévues par le plan d'aide aux médias et aux hôpitaux gérés par la banque publique Caixa Geral de Depositos. Pedro Passos Coelho a également affirmé qu'il mettrait en place un « gouvernement fort capable de remettre le Portugal debout ». Il a proposé de baisser les cotisations patronales pour soutenir l'emploi et de créer un « tribut solidaire » qui imposerait aux bénéficiaires d'allocations chômage ou de minima sociaux de travailler pour la communauté afin de « faciliter leur réinsertion sur le marché du travail ».

« Nous savons que nous allons vivre une période très

Élections législatives au Portugal 5 juin 2011

difficile. Les deux, trois prochaines années vont être dures » a déclaré Pedro Passos Coelho après avoir rempli son devoir civique à Amadora, ville de la banlieue de Lisbonne. « Je suis certain que nous ferons les changements nécessaires et que le Portugal retrouvera la prospérité » a-t-il conclu.

A bientôt 47 ans, Pedro Passos Coelho, est originaire de Coimbra (nord) et titulaire d'une licence d'économie de l'université Lusiada de Lisbonne. Après une carrière dans le privé, il revient en 2005 vers la politique qui avait marqué son adolescence puisqu'il avait adhéré aux Jeunesses sociale-démocrates (JSD), organisation de jeunesse du PSD, dès l'âge de 14 ans. Élu président

des JSD, il a alors remporté un siège de député aux élections législatives de 1991. En 2005, Pedro Passos Coelho est devenu vice-président du PSD. Le 26 mai 2010, il accède avec 61% des suffrages à la tête du parti où, après la défaite des sociaux-démocrates aux élections législatives du 27 septembre 2009, il remplace Manuela Ferreira Leite.

Le leader social-démocrate s'est vu reprocher son inexpérience pendant la campagne électorale. Il a répondu en mettant en avant sa proximité avec le milieu des affaires, qui, selon lui, le rend plus apte à gérer la crise socioéconomique actuelle.

Résultats des élections législatives du 5 juin 2011 au Portugal

Participation : 58,07%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Parti social-démocrate (PSD)	2 159 742	38,65	108
Parti socialiste (PS)	1 568 168	28,06	74
Parti populaire (PP)	653 987	11,70	24
Coalition Parti communiste-Verts (CDU)	441 852	7,91	16
Bloc des gauches (BE)	288 973	5,17	8
Autres	247 499	4,43	0

Source : <http://www.legislativas2011.mj.pt/index.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robort-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.